



Les Aubes ne sont plus seulement musicales: danse et spectacle au menu
Culture, page 15

Jair Bolsonaro
Un tortionnaire en tête des intentions de vote au Brésil
Monde, page 13



Suisse

Monde
Economie
Culture
La der

REUTERS/ADRIANO MACHADO

Migration

«Nous devons en finir avec l'exception de l'Érythrée»

L'accord de paix avec l'Éthiopie et les dernières décisions de justice motivent le bloc bourgeois à durcir les conditions pour accorder l'asile

Florent Quiquerez Berne

«L'automatisme qui prévalait jusqu'ici appartient au passé.» Pour la conseillère nationale Roberta Pantani (Lega/TI), il faut analyser l'octroi de l'asile aux Érythréens avec un œil nouveau. Une vision qui séduit de plus en plus d'élus bourgeois à Berne. Le thème reste brûlant. Bien que les demandes aient diminué, l'Érythrée reste le premier pays de provenance des requérants d'asile en Suisse (lire encadré).

Trois éléments ont récemment changé la donne. Tout d'abord, il y a eu l'accord de paix signé au début du mois entre l'Érythrée et l'Éthiopie, et qui pourrait mettre fin à un conflit larvé qui dure depuis vingt ans. Il y a ensuite plusieurs jugements du Tribunal administratif fédéral qui a durci les conditions d'octroi au statut de réfugié. En clair, le service militaire obligatoire n'est plus synonyme de droit à l'asile en Suisse pour les Érythréens. Enfin, sur le plan des relations bilatérales entre la Suisse et l'Érythrée, les choses sont aussi en train d'évoluer.

Cassis en Érythrée?

Depuis l'automne, la Direction du développement et de la coopération (DDC) a repris des projets dans le pays. Et en mai dernier, le parlement a enjoint au Conseil fédéral d'y renforcer sa présence diplomatique. À tel point qu'une visite d'Ignazio Cassis, ministre des Affaires étrangères, n'est plus taboue. «Un tel voyage n'est pas prévu», précise le Département fédéral des affaires étrangères, qui laisse toutefois planer le doute. «Si cela devait changer, une information serait donnée à temps. Ignazio Cassis n'a pas encore pris de décision à ce sujet.»

Cette évolution à tous les niveaux pousse les élus fédéraux, notamment de droite, à vouloir durcir les pratiques à l'égard des requérants d'asile érythréens. Une proposition du sénateur Damian Müller (PLR/LU) sera no-



En mai, 1500 manifestants dénonçaient déjà à Berne le durcissement de la politique d'asile envers les Érythréens. KEYSTONE/PETER SCHNEIDER

tamment débattue cet automne. Elle demande de mieux exploiter la marge de manœuvre existant sur le plan juridique afin de lever autant d'admissions provisoires que possible. «C'est le moment», estime Roberta Pantani, qui siège avec le groupe UDC.

L'argument trouve aussi un écho auprès d'élus du PDC, notamment du Vaudois Claude Béglé, qui avait effectué en 2016 un voyage controversé en Érythrée avec d'autres parlementaires. «C'est un État avec un gouvernement peu recommandable, sans

tribunaux, ni Constitution, ni même parlement, mais ce n'est pas le seul État d'Afrique où l'arbitraire règne, relève le Vaudois. Pourquoi la Suisse devrait-elle être plus clémente à l'égard des requérants érythréens qu'elle ne l'est pour ceux qui viennent de

Somalie ou du Sud-Soudan? L'accord de paix signé avec l'Éthiopie va d'ailleurs changer le service obligatoire qui avait été mis sur pied en raison de ce conflit. Pour toutes ces raisons, il est temps de mettre fin à l'exception des réfugiés érythréens. Il ne s'agit pas de les traiter plus sévèrement, mais sur un pied d'égalité avec ceux issus de pays similaires.»

«Une euphorie prématurée»

Cette nouvelle appréciation des partis bourgeois fait craindre le pire à la gauche. «Le rapprochement avec l'Éthiopie est positif, mais je ne vois pas en quoi cela va changer les pratiques internes, réagit Laurence Fehlmann Rielle (PS/GE). On sait que le service militaire en Érythrée peut engendrer des pratiques comparables à la torture. Je regrette les différents jugements du TAF qui hypothèquent la vie de beaucoup d'Érythréens. Il est dangereux de faire comme si d'un coup de baguette magique tout était redevenu normal en Érythrée.»

Le pays est toujours pointé du doigt par la communauté internationale pour ses atteintes aux

«C'est un État avec un gouvernement peu recommandable, sans tribunaux ni parlement, mais ce n'est pas le seul État d'Afrique où l'arbitraire règne»



Claude Béglé
Conseiller national (PDC/VD)

«Il est dangereux de faire comme si d'un coup de baguette magique tout était redevenu normal»



Laurence Fehlmann Rielle
Conseillère nationale (PS/GE)

La justice serre la vis

À trois reprises, le Tribunal administratif fédéral (TAF) a durci les conditions pour l'octroi de l'asile aux Érythréens. Au début du mois, il confirmait le renvoi d'un demandeur d'asile érythréen dans son pays, malgré la menace d'enrôlement forcé au service national. Une décision d'autant plus remarquée qu'elle faisait suite à d'autres serrages de vis. Début 2017, le TAF avait déjà décrété que le seul fait d'avoir quitté illégalement le pays ne suffisait plus. En août, le même tribunal jugeait que les déserteurs ne risquaient pas de traitements inhumains. Vouloir échapper au service obligatoire ne constitue plus un motif d'obtention

systématique de l'asile. «Les renvois en Érythrée sont licites», confirmait Mario Gattiker, secrétaire d'État aux migrations en avril dans «Le Temps». Concrètement, le SEM examine les dossiers de 3400 Érythréens admis à titre provisoire. Selon la «SonntagsZeitung», 643 d'entre eux sont directement concernés par le dernier jugement du TAF. Des renvois qui doivent se faire sur une base volontaire. La Suisse ne peut pas mener de renvois forcés vers l'Érythrée, car le pays ne reprend aucun de ses citoyens réfugiés. Et il n'y a pas d'accord de réadmission. Souvent, les candidats au retour disparaissent dans la nature.

En chiffres

30 000 C'est le nombre d'Érythréens qui vivent aujourd'hui en Suisse. Parmi eux 9500 sont des réfugiés admis à titre provisoire.
19% C'est la part que représentent les Érythréens dans le total des demandes d'asile en Suisse (chiffres du deuxième trimestre 2018). L'Érythrée est toujours le premier pays de provenance.
2015 C'est l'année où le nombre de demandes d'asile en provenance de l'Érythrée a atteint son paroxysme en Suisse avec 10 000 requêtes. C'est trois fois moins en 2017. En 2018, la baisse continue.
10% En 2017, un Érythréen sur 10 qui décidait de quitter son pays pour demander l'asile en Europe déposait sa requête en Suisse.